



Leur rentrée et la nôtre

Philippe, Retailleau, Attal : cet été, ces prétendants à l'Élysée y sont allés de leur démagogie anti-immigrés. À l'unisson raciste avec Marine Le Pen qui propose un référendum sur l'interdiction du voile dans les espaces publics. Français-immigrés, nous sommes tous des travailleurs, les seuls qui nous sont étrangers sont les milliardaires et les patrons. Gare à leurs manœuvres de division et diversions. Alors que la n-ième vague caniculaire traverse le pays, mettons nos intérêts de travailleurs et de travailleuses au cœur de cette rentrée !

Des plans d'urgence qui s'évaporent

Fin juin, le gouvernement annonçait un plan d'urgence de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles. Un mois plus tard, il a annulé le plus gros et il n'en restait plus que 16 ! À peine de quoi payer les diagnostics énergétiques de 2 500 écoles ! Même pour que les enseignants et les enfants ne cuisent pas dans leurs classes l'été prochain, ils sont incapables de respecter leurs engagements.

Vendredi, la ministre de l'Agriculture annonçait le déblocage d'un milliard d'euros pour soutenir les agriculteurs très durement touchés par la sécheresse. Qu'en restera-t-il dans quelques semaines, alors que la somme paraît déjà bien faible pour aider les dizaines de milliers d'agriculteurs qui risquent de mettre la clé sous la porte ? Le gouvernement prépare un budget de combat contre tous les travailleurs, envisageant de nouvelles coupes sur les dépenses sociales, les pensions de retraite, les services publics.

Notre plan d'urgence

Cet été il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril. Les méga-feux ont montré que nos dirigeants sont incapables de prévenir ni de guérir quoi que ce soit. Alors, face au désastre climatique et à l'urgence sociale pour tous les travailleurs des campagnes et des villes, il va falloir qu'on prenne nos affaires en main.

Il y a urgence à augmenter les salaires de 400 euros pour tous et toutes, pour faire face au coût de la vie qui ne cesse d'augmenter. Il faut contrôler les marges de Total, Carrefour, Leclerc et des autres entreprises de la grande distribution qui profitent de la crise agricole et des tensions internationales pour augmenter leurs profits. Alors que les plans de licenciements se multiplient, il faut interdire les licenciements. De

l'argent, il y en a, à commencer par celui qui coule à flots pour le patronat, qui se gave de plus de 200 milliards de subventions et d'allègements de cotisations sociales et impôts chaque année.

Nous produisons tout, à nous de décider de tout

Pour imposer ces mesures, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. C'est le message que porteront notre candidate Selma Labib et notre porte-parole Gaël Quirante dans l'élection présidentielle. Aucune raison d'attendre avril 2027 pour laisser éclater notre colère, seule à même de faire ravalier son arrogance au patronat qui mène la société de crises en guerres, de catastrophes climatiques en catastrophes sanitaires.

Tous ensemble le 29 septembre

Dès la rentrée, des grèves ont éclaté dans des établissements scolaires, contre des fermetures de classes ou des postes vacants. La colère ne manque pas dans bien des secteurs. Les pompiers, qui ont combattu les feux malgré les coupes dans leurs moyens et leurs effectifs, ont fixé un rendez-vous pour l'heure des comptes : ils se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents publics le 29 septembre. Comme eux, de nombreux travailleurs, du public comme du privé, sont envoyés en première ligne sans moyens et sans même un salaire décent.

C'est bien une riposte d'ensemble qu'il faudra construire pour reprendre tout ce qui nous a été volé. En cette rentrée, des salariés des transports, du social ou de l'éducation ont déjà prévu des journées de grève. Saisissons-nous de toute opportunité pour nous organiser sur nos lieux de travail et discutons de rejoindre la grève du 29 pour frapper tous ensemble au même moment.

Petite annonce

"Direction qui veut imposer ses réorganisations cherche briseurs de grèves à plein temps. Bonne rémunération, absence totale de conscience collective exigée."

La campagne de recrutement pour l'EAC a commencé...

PHX : attention danger

La mise en place de PHX dans les postes rend plus difficile de faire des contrôles croisés pour les procédures travaux de nuit. Ces contrôles avaient pourtant fait disparaître les erreurs sécu au PRS d'Austerlitz depuis des mois. Résultat : une erreur a été commise récemment. Qu'a fait la direction ? PHX a t'il été retiré en attente d'une meilleure version ? Rien de tout ça. Show must go on !

Grève à Keolis Grand Paris Seine Orly !

Les ex dépôts de bus RATP d'Ivry et de Vitry, ainsi que le Tramway T9, constituent un lot passé à la concurrence et exploité depuis le 1 août par le Groupe SNCF et sa filiale Keolis.

Aux bus, transiliens, trams ou aux métros, ce système de transfert périodique des employés d'une filiale à une autre n'a qu'un objectif : diviser les travailleurs afin de raboter leurs droits et rémunérations.

Les salariés de KGSPo ne se laissent pas faire, et feront grève les 10 et 11 Septembre.

Solidarité avec nos nouveaux collègues, et tous les travailleurs du transport quel que soit leur employeur !

États-Unis : le racisme en jeux vidéo

La Maison-Blanche a mis en ligne quatre jeux vidéo pour célébrer sa politique. Deux sont consacrés aux mesures anti-immigrés de Donald Trump. Le premier propose de partir à la chasse aux migrants en incarnant Tom Homan, le directeur d'ICE, la sinistre police de l'immigration. Le second consiste à fabriquer des remparts numériques sur lesquels des migrants viennent s'écraser. Les deux réduisent les personnages à quelques pixels qui se ressemblent tous. Ils sont explicitement comparés à des « zombies » dont il faut se débarrasser à tout prix. Une façon très trumpiste de répandre le racisme.

À la fin, ce n'est pas le patron qui roulera sur les grévistes !

À Bezannes, près de Reims, des conducteurs de navettes de sous-traitants du groupe Dewitte sont en grève depuis lundi 31 août. Ils tiennent un piquet pour s'opposer à l'installation de caméras dans leurs véhicules et exiger le paiement à 100 % des heures d'attente. Mardi dernier, le directeur, accompagné d'un chauffeur recruté spécialement pour briser le mouvement, a percuté violemment deux salariés de l'entreprise, une ambulancière et un chauffeur. Celui-ci a été hospitalisé, et en a eu pour sept jours d'ITT. Le patron voyou a déclaré : « Je pense que le prochain, avant de bloquer mon entreprise, il y réfléchira à deux fois. » Lui et son acolyte ont été placés en garde à vue, avant d'être libérés. Il ne faudrait pas qu'un patron croupisse trop longtemps dans une cellule !

États-Unis : la police de l'immigration a collaboré avec le régime iranien

Alors que Trump a repris ses bombardements sur l'Iran, entraînant une riposte des gardiens de la révolution, le site d'investigation The Intercept vient de révéler que la police de l'immigration (ICE) avait auparavant livré des opposants à Téhéran à la demande expresse de la Maison-Blanche. Plus de 100 ressortissants iraniens ont ainsi été expulsés à bord de vols spécialement affrétés. Parmi eux des militants politiques et des membres des minorités ethniques et religieuses qui avaient de bonnes chances d'être persécutés, emprisonnés, voire exécutés dès leur arrivée en Iran.

Entre dirigeants réactionnaires, on se fait la guerre, mais on ne perd pas le Nord !

Les loyers crèvent le plafond

La Fondation pour le logement vient de publier son sixième baromètre sur l'encadrement des loyers. À Paris, le pourcentage des propriétaires qui font payer à leurs locataires des loyers qui dépassent le plafond légal est passé en un an de 31 % à 46 %, « un record ». À l'échelle nationale, 37 % des bailleurs ne respectent pas la loi. Pour la contourner, les proprios exigent des « compléments de loyers » parfaitement illégaux. Mais ils n'ont pas trop de mauvais sang à se faire puisque le dispositif d'encadrement des loyers s'éteindra dans quelques semaines. Une nouvelle loi devrait être débattue à partir d'octobre, mais elle risque d'être tout aussi inefficace que la précédente.

